

Robert Jr. Paret invite les
MPMEs à se préparer pour
saisir les opportunités
d'après crise

L'économie haïtienne
majoritairement dominée par des
micro-entreprises, selon Joseph
Harold Pierre

L'impact négatif de l'insécurité
sur la croissance des MPMEs

2020 -2030 Une décennie d'action

DevHaïti[©]

Le Magazine du développement

Splendeur et misère des MPMEs haïtiennes



#45

Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Kattia JEAN FRANÇOIS, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Lovensky SALOMON, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Claudine ANDRÉ, Bélonny BIEN-AIMÉ.

Les MPMEs à l'honneur au 12e Sommet de la Finance

Pour la douzième année consécutive, le Group Croissance et ses partenaires, dont la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Groupe ProFin, ont réussi le pari de réaliser le premier Sommet international de la Finance post-Covid. La formule hybride, adoptée pour les 10e et 11e éditions, a permis non seulement à des milliers d'internautes en Haïti et ailleurs dans le monde de suivre le Sommet mais aussi le retour des participants dans les salles d'un hôtel où se déroulait l'évènement.

Cette année, les organisateurs avaient décidé de mettre le focus sur le financement des micro, petites et moyennes entreprises (MPMEs). Au cours des trois journées, 25, 26 et 27 avril, les panels de discussion ainsi que les présentations ont passé en revue plusieurs aspects dans l'évolution et le fonctionnement des MPME, à savoir les PME et l'éducation supérieure, les PME et l'industrie sportive, les PME et la commande publique, les PME et fiscalité incitative, les défis et contraintes des PME exportatrices évoluant dans le milieu rural haïtien, le modèle de Junior Stock Exchange à la Jamaïque, entre autres.

En matière de bilan, cette 12e édition du SIF a particulièrement été riche en contenus de qualité avec quelque 40 panels pour plus de 70 intervenants, dont une trentaine de femmes, y compris des intervenants dans au moins 4 pays suivis par pas moins de plusieurs milliers d'internautes dans près de dix pays. Cette abondance de contenus a été rendue possible grâce à l'utilisation des deux plateformes mises en place au cours de l'édition précédente, celle du Groupe ProFin et celle du Group Croissance/BRH.

Dressant le bilan de la 12e édition de l'évènement dans une interview accordée au plus ancien quotidien du pays, l'économiste Kesner Pharel, principal

instigateur du SIF, a fait part de son entière satisfaction par rapport au déroulement du Sommet tout en se frottant les mains d'avoir facilité cette année la participation des «madan sara», ces intermédiaires importants dans l'économie locale. Elles ont fait bonne impression au cours de ce Sommet, à en croire M. Pharel qui s'est dit honoré d'avoir pu compter sur des interventions de deux des principaux responsables de l'économie haïtienne.

Le ministre de l'Economie et des Finances et le gouverneur de la Banque centrale ont tous les deux pris des engagements concernant la thématique retenue cette année, Financer les micro, petites et moyennes entreprises, et ont eu à faire des annonces importantes après leur récente participation aux réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI.

M. Pharel dans son bilan prône « une solution à la crise politique qui entrave l'évolution des MPMEs dont plusieurs propriétaires ont perdu leur capital et ont dû fermer boutique. On n'arrive pas à maintenir la faible quantité d'emplois créés dans l'économie haïtienne, comme l'a souligné le gouverneur de la BRH ». S'adressant aux leaders des MPMEs, le PDG du Group Croissance leur prescrit une prise de conscience de leurs faiblesses afin de pouvoir identifier les mesures correctives pouvant contribuer à l'amélioration de leur performance.

De notre côté, nous voulons mettre ici l'emphase sur la déclaration-phare de Robert Jr. Paret, Président du Groupe ProFin, dans son discours inaugural au Sommet international de la Finance, le lundi 25 avril 2022.

«Nous savons tous que les crises viennent avec des opportunités; pour les saisir, il faut être bien armé. Ici [Sommet International sur la Finance], nous

distribuons des munitions de savoir, des munitions d'expérience et des munitions d'espoir. Armez-vous, mais armez-vous plutôt pour le développement et le succès de notre pays! [...] Saisissez cette opportunité ! Accroissez vos connaissances ! Gagnez la certitude qu'il vous faut ! », avait alors déclaré M. Paret, dans une tentative visant à booster la confiance chez les MPMEs.

Nous vous offrons dans ce numéro spécial SIF2022 une compilation d'articles tirés de certains panels de discussion et de certaines présentations qui ont été diffusés sur la plateforme mise en place par le Groupe ProFin. Croyez-nous, faire cette sélection n'a pas du tout été chose facile.

Longue vie aux organisateurs, et à l'année prochaine pour la 13e édition de la SIF2023.

Robert Jr. Paret invite les MPMEs à se préparer pour saisir les opportunités d'après crise

Pour la 12e édition du Sommet International de la Finance, le Président du Groupe ProFin, Robert Jr. Paret, pour sa traditionnelle allocution d'ouverture, a délivré un message-phare à l'endroit des Micros, Petites et Moyennes Entreprises, mises à l'honneur cette année par le Group Croissance et ses partenaires, dont la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Groupe ProFin.

«Nous savons tous que les crises viennent avec des opportunités; pour les saisir, il faut être bien armé. Ici [Sommet International sur la Finance], nous distribuons des munitions de savoir, des munitions d'expérience et des munitions d'espoir. Armez-vous, mais armez-vous plutôt pour le développement et le succès de notre pays!», a déclaré Robert Jr. Paret dans son discours inaugural au Sommet International de la Finance, le lundi 25 avril 2022.

M. Paret en a profité ensuite pour dédier les trois journées de l'événement à toutes les MPMEs. Selon lui, cette 12e édition du Sommet peut constituer un espace destiné à leur croissance et leur développement à travers les échanges, les expériences et les connaissances qui y seront partagés.

Le président du Groupe ProFin dit souhaiter qu'un espace comme celui-ci puisse démontrer réellement qu'on n'a pas besoin d'être similaire, d'utiliser la même trajectoire pour réaliser des projets ensemble.



Robert Jr. Paret

Président du Conseil d'Administration · ProFin

«Saisissez cette opportunité! Accroissez vos connaissances! Gagnez la certitude qu'il vous faut!», a martelé M. Paret, dans son discours visant à booster la confiance chez les MPMEs. Le financier reconnaît toutefois que créer de la richesse, voire atteindre le développement, ne sera pas facile dans ce contexte local et international de plus en plus difficile.

Tout au long de son discours, le président du Groupe ProFin a affiché un visage serein et inspirant confiance. Il a placé le thème de cette année, porté sur les micros, petites et moyennes entreprises, dans son contexte. Pour M. Paret, une telle thématique fait référence directement à la vision et à la

raison d'être du Groupe ProFin qui, depuis la fondation de ProFin en avril 2013, contribue au développement du pays en faisant la finance autrement.

En effet, le président du Groupe ProFin estime que «la finance peut nous permettre d'atteindre le développement et de créer des emplois. C'est une passerelle permettant de créer des liens sociaux essentiels pouvant reconstruire ce qui nous manque tant et ce qu'il nous faut rebâtir».

«Je prends un plaisir particulier à être de ceux qui ouvrent cette session tout particulièrement en raison du thème retenu», s'est réjoui Robert Jr. Paret avant de féliciter son partenaire, le Group Croissance, pour avoir fait «choix d'un thème aussi transverse, touchant un segment essentiel de notre économie où se trouve la grande partie des emplois, les potentiels de création de richesse et surtout l'espoir de mieux faire».

Un clin d'œil aux Fintech

Dans la foulée, M. Paret a évoqué la technologie en faisant référence à la circulaire publiée très récemment par la Banque de la République d'Haïti – l'instance régulatrice du Groupe ProFin – touchant les Fintech.

«Ce sont des canaux qui s'ouvrent pour les entreprises du domaine financier, mais surtout pour

toutes celles qui ont le potentiel d'utiliser l'innovation et la technologie pour mieux faire. Il faut que le grand public y attache une importance particulière. J'espère qu'à travers ce sommet, on aura l'opportunité de discuter des opportunités à ce cadre réglementaire qui entoure désormais l'émission de titres destinés au public », a expliqué le financier.

«C'est un sujet qui nous tient particulièrement à cœur au niveau de ProFin, société de promotion des investissements, qui se donne pour objectif de faciliter l'échange de ressources pour créer la croissance et le développement», a poursuivi M. Paret soulignant que le Groupe ProFin, avant tout, est un groupe à vocation sociale.

Le Sommet International de la Finance (SIF) s'est déroulé cette année du 25 au 27 avril, en ligne et en présentiel, autour du thème «Financer les micros, petites et moyennes entreprises en Haïti, (MPMEs)». Avant de refermer son discours, le président du Groupe ProFin, Robert Jr. Paret, a remercié l'ensemble des partenaires du Sommet ainsi que l'ensemble des intervenants, particulièrement ceux de la Jamaïque, qui sont intervenus pour partager leurs expériences en matière de développement d'un marché de capitaux dédié exclusivement aux MPMEs.

Kattia Jean François



L'économie haïtienne majoritairement dominée par des micro-entreprises, selon Joseph Harold Pierre

Les micro-entreprises ont une très grande capacité de création d'emplois, mais ce sont des emplois de mauvaise qualité. Cette situation s'explique par leur faible productivité, leur informalité et leur difficile accès au financement. L'économiste et expert de l'Amérique latine, Joseph Harold Pierre, qui intervenait au premier jour du Sommet International de la Finance, ajoute à ces trois facteurs empêchant le financement: l'insécurité, la méfiance et le très faible capital humain en finance.

Si on catégorise les entreprises haïtiennes suivant le critère de chiffre d'affaires, largement accepté en Amérique latine, il ne fait aucun doute que les entreprises haïtiennes sont presque toutes des micro-entreprises. «En effet, une micro-entreprise haïtienne devrait avoir en moyenne un chiffre d'affaires de 100 000 dollars, une petite entreprise de 1,2 million et une moyenne d'environ 10 millions», a renchéri Joseph Harold Pierre. Selon cette approche de Joseph Harold Pierre, en Haïti, on ne devrait plus parler de MPME, encore moins de PME comme on faisait avant, mais de micro-entreprises ou tout au plus de MPE (micro et petites entreprises).

M. Pierre, qui a cité une étude la Banque Interaméricaine de Développement (BID), confie qu'un tiers des PME latino-américaines sollicitent régulièrement du crédit auprès des banques. Seulement 50% d'entre elles ont vu leurs demandes satisfaites. En Haïti, la Banque mondiale explique qu'en 2021, 80% des entreprises formelles rencontrent des difficultés à accéder au crédit des institutions financières. N'en parlons pas pour les micro-entreprises avec leur aréopage de faiblesses.

«Compte tenu de leur informalité, les MPE en Haïti doivent se tourner vers des mesures alternatives qui sont les Fintech pour le financement des MPME telles que la banque mobile, le crowdfunding, les prêts P2P, etc. Cependant, rien de tout cela n'est



Joseph Harold Pierre
Économiste / Politologue

possible sans la formation adéquate des ressources humaines des MPME.», a proposé Joseph Harold Pierre. Ce dernier apprécie par ailleurs les travaux du Groupe ProFin, coorganisateur du Sommet, qui s'attèle aussi à aider dans l'approfondissement du marché financier en Haïti.

Pendant son intervention, le 25 avril, à la 12e édition du Sommet international de la Finance, co-organisé par le Group Croissance, la BRH et le Groupe ProFin, l'économiste souligne que les banques ont une très faible capacité de réponse au besoin d'investissement du pays. Et, dit-il, le crédit au secteur privé affiche une moyenne 55% du PIB en Amérique latine, avec des cas particuliers comme le Chili et le Panama où cette proportion est de 120% et 90%, respectivement. En Haïti, cette moyenne est de 15% au cours des cinq dernières années.

Tant en Europe, en Amérique du Nord qu'en Amérique Latine, une entreprise est considérée micro si sa force de travail ne dépasse pas 10 salariés. Les petites ont une force de travail variant entre 11 à 50 employés, alors que celle des moyennes entreprises se situe entre 51 à 200. Par ailleurs, il existe quelques rares exceptions. Comme c'est le cas du Nicaragua et de la Bolivie qui réduisent de moitié la

taille des entreprises pour chaque catégorie. Suivant ce critère, l'économie haïtienne est formée dans son immense majorité de MPE, c'est-à-dire de micro et petites entreprises.

S'agissant du niveau de ventes annuelles, les micro-entreprises ont en moyenne un chiffre d'affaires d'environ 125 000 dollars américains. Les ventes annuelles brutes d'une petite entreprise sont

de 1.2 million de dollars. Quant aux moyennes entreprises, leurs chiffres d'affaires seraient de 10 millions de dollars. Tous les pays de l'Amérique peuvent répondre à ce critère. Ces données varient pour l'Union Européenne où les chiffres d'affaires des Micro, Petites et Moyennes entreprises sont respectivement de 2, 10 et 50 millions d'euros.

L'impact négatif de l'insécurité sur la croissance des MPMEs

La situation d'insécurité qui sévit dans le pays détruit à petit feu le tissu économique. Le contrôle d'une bonne partie du territoire par les gangs armés et la généralisation des enlèvements contre rançons constituent un coup de massue pour les entreprises notamment les Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) qui sont la base d'une économie.

Intervenant dans un panel traitant de l'impact de l'insécurité sur les MPME, le 25 avril en cours, dans le cadre de la première journée de la 12e édition du Sommet International de la Finance (SIF), René Max Auguste, directeur général de Valerio Canez S.A., rappelle que des magasins de son entreprise ont subi deux pillages, l'un à Pétion-Ville en 2018 et un autre au Cap-Haïtien en 2021, le jour des funérailles du président Jovenel Moïse. «Certaines entreprises dont nous sommes des fournisseurs ne peuvent plus respecter leurs engagements ou sont tout simplement en cessation de paiement à cause de l'instabilité socio-politique et l'insécurité qui persistent», déplore-t-il.

L'homme d'affaires est sidéré de voir que les politiciens ne réalisent pas que le pays est quasiment dans l'abîme, estimant qu'ils ne sont pas à la hauteur de leurs tâches. René Max Auguste constate avec amertume que des banques étrangères ont dû quitter le pays au cours des trente



René Max Auguste

Directeur Général de Valerio Canez S.A

dernières années. C'est le cas de la Banque Nationale de Paris (BNP), la Bank of Boston et la Scotia Bank, sans compter d'autres entreprises dont celles du textile qui ont plié bagages. «Aujourd'hui, nous sommes arrivés à un stade où le pays ne compte pas plus de 20 entreprises étrangères», révèle René Max Auguste en lançant un cri d'alarme.

Cependant, les entreprises qui ne peuvent pas opérer en Haïti sont bien accueillies ailleurs, en particulier en République dominicaine. Il y a 30 ou 40 ans, l'économie dominicaine valait deux fois plus celle d'Haïti. Aujourd'hui l'économie dominicaine

est estimée à plus de 10 fois de la nôtre », a constaté René Max Auguste, qui lâche au passage : « Nous avons échoué » avec une pointe de dégoût. Il n'y est pas allé par quatre chemins pour blâmer les hommes et les femmes de sa classe.

Quant à Jean Dumarsais Jacques, coordonnateur de la plateforme d'entrepreneurs Sa Se Biznis Pam (SSBP), un agripreneur voyageant à travers le pays pour les besoins de ses activités. Il se déplace dans le Sud d'Haïti régulièrement et dans deux autres départements pour le compte de son entreprise qui produit des huiles essentielles. Il se trouve que le transport aérien s'impose à cause de l'insécurité principalement sur la route de Martissant. Cela implique une explosion des coûts que le producteur répercute sur sa clientèle.

Dans le contexte actuel, la concurrence est rude par rapport au Brésil et aux autres pays de la Caraïbe qui font mieux qu'Haïti. Dans de telles situations, la meilleure décision managériale est une compression des effectifs, les licenciements avec les implications sociales qui marchent avec.

Des éléments de la diaspora rejettent l'idée de visiter Haïti à cause des actes récurrents d'insécurité. D'autre part, quand les MPME sont confrontées

à l'insécurité de cette manière déjà dans un pays où tout manque, c'est en réalité un problème de trésorerie qui se pose. Il manque de l'argent cash et des moyens. La Direction générale des impôts (DGI) et la Douane affichent aussi un manque à gagner. Le pays est piégé dans cette insécurité asphyxiante. De l'avis des entrepreneurs, dans une synergie et dans la cohérence avec les différents secteurs de la vie nationale, les autorités doivent lancer des signaux clairs pour que les activités économiques reprennent le plus normalement du monde.

Abondant dans le même sens, Almiracle St-Fort, confie que mêmes les litiges sont mis sous pause dans la majorité des cas puisqu'on ne peut pas se rendre au tribunal correctement. «En 25 ans d'expérience, je n'ai jamais vu une situation pareille, malgré les dégâts causés par le séisme de 2010, l'embargo de 1992 ou même après le départ de Jean-Claude Duvalier en 1986.»

Les intervenants sont d'avis que les MPME constituent la base des activités économiques. Si tout va mal dans l'économie, les MPME seront certainement affectées.



Le magasin Valerio Canez du Cap-Haïtien incendié et pillé
Photo crédit: MagHaiti

Le produit CVC à la rescousse des PME haïtiennes en panne de développement

Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) haïtiennes ont désormais, depuis août 2019, un partenaire solide pour les aider à se développer. Le Caribbean Venture Capital (CVC), la dernière entreprise créée par le Groupe ProFin et filiale à 100% détenue par le Caribbean Investor Capital (CIC), offre des services de support financier et managérial aux PME haïtiennes.

Intervenant dans le cadre de la 12ème édition du Sommet international de la Finance, Edex Tide, Directeur Général de CVC, a déclaré ce qui suit: «dans la mesure où une PME dispose d'un Minimum Viable Product (MVP), elle peut devenir cliente de CVC». Le MVP, a poursuivi le Directeur Général de CVC, fait référence à un produit testé et potentiellement accepté par des clients.

CVC offre aux PME des services de support financier et managérial, dont les outils concrets sont les prêts convertibles et le SMART CAPITAL, dans le double objectif de les aider à créer de la richesse et à réduire les inégalités sociales en Haïti. Ces deux objectifs sont, pour CVC et le Group ProFin en général, incontournables pour le plein accomplissement de la mission consistant à faire la finance autrement.

En faisant de l'entrepreneuriat un outil de grande utilité sociale, CVC vise au-delà des politiques traditionnelles de redistribution étatique (Taxes et Impôts). L'entrepreneuriat, particulièrement l'accompagnement des PME, doit être inséré dans une stratégie globale visant l'atteinte des objectifs de développement durable pouvant aider Haïti à accéder à la prospérité, à la justice sociale et à la protection de l'environnement.

À travers le SMART CAPITAL, CVC supporte les PME d'abord dans la planification, ensuite dans l'analyse des indicateurs de performance, pour enfin les aider à gagner en parts de marché. Le SMART CAPITAL entretient des rapports directs avec les prêts convertibles en ce sens qu'il facilite les PME à développer une structure managériale adéquate pour recevoir des fonds propres et du capital permanent.



Edex Tide

Directeur Général de CVC

M. Tide dit avoir constaté que la majorité des PME haïtiennes ne disposent pas de structure managériale adéquate leur permettant d'être financées tant par des fonds propres que par des crédits bancaires. L'aspect managérial est fondamental dans le développement des PME. CVC se donne pour mission d'être un partenaire solide aux côtés des PME dans leur perspective de renforcement de leurs capacités au niveau managérial.

L'autre service fourni par CVC, à savoir les prêts convertibles, s'apparente en quelque sorte à des fonds propres. Ce mécanisme financier permet la conversion du capital financier contre la valeur des actions à un moment de la vie de l'entreprise. Les prêts convertibles se distinguent des prêts ordinaires en ce sens qu'ils intègrent de manière partielle et efficace les fonds propres des PME, les rendant davantage éligibles à recevoir des crédits du système financier.

Suivant la description de M. Tide de ce mécanisme financier, on retient que:

- Les prêts convertibles ne font pas d'exigence de paiement des intérêts, ces derniers sont précomptés;
- Les prêts convertibles ouvrent l'accès au capital permanent pour les PME. Ce type de capital est utile aux PME pour satisfaire leur besoin de croissance et de développement;

- Les prêts convertibles renforcent le bilan des PME en étant un quasi-fonds propre;
- Les prêts convertibles permettent aux PME d'intégrer un système d'entreprise complémentaire (KONBIT) partageant un ensemble de valeurs ou principes (création et distribution de richesses);
- Les prêts convertibles, contrairement aux prêts ordinaires, n'exigent pas de pénalités sur les retards de paiement;
- Les prêts convertibles facilitent l'accès rapide au capital financier pour les PME.

Depuis sa création en août 2019, trois PME haïtiennes œuvrant dans différents secteurs ont déjà bénéficié de l'expérience et du savoir-faire de CVC. En effet, CVC a débuté une expérience pilote avec

AVANI, pour ensuite étendre ses activités à Stainplas et enfin au Laboratoire de Furcy. Ces trois entreprises travaillent respectivement dans la commercialisation de produits agricoles du terroir, dans la production et la commercialisation des articles en plastiques (fabriqués à partir du recyclage des déchets plastiques) et dans la fabrication de produits cosmétiques.

Ces trois PME ont pu développer davantage leurs activités grâce au support de CVC tout en contribuant à la création d'emplois, la création de la richesse et font preuve d'une grande utilité sociale. Avec déjà trois (3) entreprises, nous pouvons dire que CVC s'engage déjà dans la lutte pour le développement durable en Haïti en touchant de manière directe et indirecte les trois piliers suivants : économique, social et environnemental.

CIC: le défi d'accélérer le financement d'entreprises haïtiennes par fonds propres...

Pour financer une entreprise, il n'existe pas que la dette sur le marché. De l'avis de Naïke Michel, directrice générale de Caribbean Investor Capital (CIC), le financement d'entreprises par fonds propres constitue un train déjà en marche en Haïti. Profitant du panel qui lui est offert dans le cadre de la 12e édition du Sommet international de la Finance, Mme Michel a partagé avec le public ses recommandations sur comment faire pour accélérer ce train.

« Le train a démarré. On n'apporte pas que les fonds, on apporte aussi l'encadrement stratégique. On met notre réseau à disposition. On encadre les entreprises. On participe à leur gestion financière. Ce sont des éléments qui contribuent à ajouter de la valeur. Et finalement, tout le monde gagne », a fait savoir Naïke Michel, Directrice générale de CIC, le fonds d'investissement du Groupe ProFin. Le rôle de ce fonds consiste à injecter du capital dans des entreprises ayant des potentiels de croissance inté-



Naïke Michel

Directrice Générale de Caribbean Investor Capital (CIC)

ressants en Haïti et dans la Caraïbe. Un total de six entreprises en bénéficie déjà. Elles évoluent dans le secteur de l'agroalimentaire, la finance, des services, l'énergie, etc.

« L'idée, c'est de les aider à renforcer leur capacité et à atteindre des performances qu' autrement elles n'auraient pas pu atteindre », ajoute Mme Michel.

Contrairement à la dette, a expliqué la Directrice générale de CIC, « les fonds propres, c'est un autre type de contrat. L'investisseur devient actionnaire de la société. À ce titre, il partage à la fois les risques, les profits et les prises de décisions ». Le relèvement de capitaux par fonds propres s'inscrit au cœur de la mission du Groupe ProFin – auquel appartient CIC – de faire la finance autrement dans ce pays.

Les avantages du financement par fonds propres ...

Le financement par fonds propres est un type de financement qui présenterait de nombreux avantages dans le contexte haïtien. C'est un financement qui n'a pas de coût direct. L'entreprise se trouve dans une situation où elle accède aux fonds et donc n'a pas besoin de se soucier du re-paiement puisque ce sont des propriétaires qui lui ont octroyé ces fonds. Tous les fonds injectés dans l'entreprise sont directement alloués au projet en train d'être financé.

Comme deuxième avantage, ce type de financement permet à l'entreprise de renforcer sa base de fonds propres par l'augmentation de l'avoir de ses actionnaires. L'entreprise peut se tourner plus aisément vers les banques et d'autres bailleurs qui accepteront de la financer. « Elle a donc accès automatiquement à plus d'argent ». Ainsi, l'intégration de nouveaux partenaires, en sus des connaissances de ses propres fondateurs, des expertises, notamment financières, permettent à cette entreprise de se positionner de manière à pouvoir être plus performante.

«L'entreprise devient donc experte dans plusieurs domaines avec la mise en commun de ressources », indique la directrice générale de CIC. En Haïti, beaucoup de sociétés n'ont pas de relève. Donc, ce type de financement permet d'adresser cet aspect. «En introduisant de nouveaux partenaires, on peut s'assurer que l'entreprise se pérennise dans le temps», continue-t-elle, d'une voix rassurante. C'est un financement de long terme. L'investisseur devient propriétaire de la société. C'est un financement qui convient bien à la croissance des entreprises, leur développement ou des projets qui à terme vont permettre aux entreprises d'améliorer leur rentabilité et générer plus de revenus.

C'est un mode de financement qui s'adresse à n'importe quel secteur, dit-elle, rappelant qu'à CIC, l'emphasis est mise sur des créneaux à haute valeur

ajoutée. Cela aurait pu être dans le domaine de la technologie et du commerce. « Donc, ce n'est pas limité par secteur. Cependant, il y a des prérequis », assure-t-elle, citant entre autres que le projet et le modèle d'affaires doivent être intéressants et l'entreprise doit être performante. Les défis sont nombreux ...

Les défis et freins sont nombreux !

Incapacité de beaucoup d'entrepreneurs à traduire leur vision en un plan de développement cohérent, manque de transparence... « Un des gros écueils auxquels sont confrontées les PME locales, c'est leur gestion financière et comptable », a souligné Naïké Michel, relevant également comme frein, la question de mindset, de mentalité.

Ainsi, à la lueur des contraintes observées sur le marché, donc par rapport aux MPME qui n'auraient pas accès à cause des défis et des freins aux financements par fonds propres, a été créé au sein de CIC, une filiale du nom Caribbean Investor Capital (CVC) assurant des financements hybrides à ces sociétés. « Ces financements tiennent compte de ces particularités du marché », affirme-t-elle. Quand CIC investit, il devient propriétaire de la compagnie. CVC, quand elle investit, fait un contrat de prêt à la compagnie. L'idée, c'est qu'elle lui fournit un appui avec l'une de nos sociétés sœurs qui s'appelle Pro-Croissance pour aider l'entreprise à structurer son cadre de gouvernance et mettre en place des structures de gestion renforcées qui permettent d'avoir justement plus de transparence avec l'idée qu'à terme qu'on puisse la convertir en société éligible au financement par fonds propres.

«C'est un type de financement qui peut aider beaucoup d'entreprises à avancer. Il n'y a pas de pression. L'entreprise peut maintenant actualiser son potentiel pleinement. Avec la dette, il y a le poids de l'intérêt et tout ... qui entrave certainement quand ce n'est pas adapté, l'atteinte du plein potentiel de la société », estime Naïké Michel. « C'est un mode de financement alternatif. Actuellement, les initiatives se multiplient », avance Naïké Michel, disant souhaiter voir la multiplication un peu plus de ces genres d'initiatives.

Enseignement supérieur et financement en Haïti ne font pas bon ménage...

Des Petites et moyennes entreprises (PME), évoluant dans le domaine de l'enseignement supérieur en Haïti, éprouvent toutes les peines du monde à joindre les deux bouts. Elles font preuve de résilience et de créativité pour survivre dans un environnement où la scolarité ne peut soutenir les besoins financiers, la recherche et d'autres besoins académiques.

L'absence de financement dans l'enseignement supérieur est chronique. Ce n'est pas Patrick Attié, directeur général de l'Ecole Supérieure d'Infotronique d'Haïti (ESIH), qui dira le contraire. «On peut parler d'enseignement supérieur à longueur d'année, mais s'il n'y pas des investissements massifs les résultats ne viendront jamais d'eux-mêmes», a lâché le responsable de l'ESIH lors de son intervention au Sommet international de la Finance, le 27 avril 2022.

Pour le Directeur général de l'ESIH, fondée en 1995, la réalité pousse son institution à développer des outils afin de devenir de moins en moins dépendants de la scolarité et à essayer d'augmenter d'année en année les revenus provenant d'autres sources, c'est-à-dire développer un savoir-faire certain. Il se veut pragmatique et se demande ce que son école peut offrir à des partenaires sophistiqués à l'étranger.

En guise de réponse à sa propre interrogation, Patrick Attié, intervenant au panel intitulé «l'évolution des PME dans le secteur de l'enseignement supérieur», affirme être tenté de mettre en place le plus rapidement possible des capacités à forte valeur ajoutée pour lesquelles beaucoup d'acteurs se positionnent. Il y a des places à prendre, fait-il remarquer. Et, poursuit Attié, pour développer ces capacités, son institution s'adonne à l'organisation de «boot camp», de formations professionnelles dans le domaine du Blockchain, de la réalité virtuelle, de la réalité augmentée ou de data science.



Patrick Attié

Directeur Général de l'Ecole Supérieure d'Infotronique d'Haïti (ESIH)

Des informations partagées par Patrick Attié font croire qu'un contact canadien chasseur de têtes en Haïti estime à 8 000 à l'horizon 2023, le nombre d'ingénieurs que son pays peut engager à distance. Ce ne sont pas des ressources qui vont voyager après leur formation, beaucoup d'entre elles auront du travail à distance très bien payé.

On pourrait former localement dans des créneaux de la technologie qui ont un très grand retour sur investissement. « Par exemple dans le domaine de la réalité virtuelle, les chiffres varient autour de 500 milliards de dollars à l'horizon 2026 en termes de marché. Il faut aussi se rendre compte que ce marché croît de manière exponentielle. Les opportunités existent, mais également, il y a des efforts à accomplir », a confié le Directeur général de l'ESIH.

Les Haïtiens dépensent quelque 200 millions de dollars par année pour des études universitaires et la formation professionnelle en République dominicaine, sans compter des sommes importantes aux Etats-Unis, au Canada, en France, voire dans d'autres pays. Nous pouvons capter une partie de cet argent expédié à l'étranger. Un préalable est à mettre en place pour capter une partie de ces fonds partis vers l'étranger et qui pourraient servir à rendre l'écosystème rentable à long terme.

Dans un registre différent, Garry Délice, directeur du Programme haïtien d'éducation et de leadership (HELP) informe que les étudiants appuyés par HELP proviennent en grande partie des universités Quisqueya, Notre-Dame ou de l'ESIH et trouvent régulièrement leur équivalence à l'étranger à cause de la valeur qualitative de l'enseignement qu'ils reçoivent en Haïti. Ils sont généralement brillants dans des domaines pointus étudiés à l'étranger.

Pourtant, une fois revenus en Haïti, ces professionnels ont toutes les peines du monde à s'intégrer sur le marché du travail local, au point que certains d'entre eux retournent dans les pays qui les ont accueillis. « Des hommes et des femmes reviennent pour mettre leur connaissance au service d'Haïti.

Hélas, ils travaillent dans des institutions de l'Etat sans être rémunérés pendant plusieurs mois. «C'est un problème de capacité d'absorption qui mérite une solution des plus urgentes», espère Garry Délice dont l'institution dispose d'un budget de trois millions de dollars.

L'économiste Kesner Pharel, qui a joué le rôle de modérateur dans ce panel, constate que l'enseignement supérieur se retrouve au milieu d'un ensemble de déséquilibre vécu de manière récurrente. La maladie devient chronique. L'éducation n'évolue pas en vase clos. Bien des indicateurs économiques (balance des paiements, la balance commerciale, l'inflation ou le taux de change) seraient différents si on agissait sur le levier de l'enseignement supérieur.

La relance de l'économie haïtienne passe par l'accès des MPMEs aux commandes

L'accès des Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME) aux commandes publiques est une stratégie de croissance très envisagée dans plusieurs pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et en Afrique. En Haïti, selon Me Claudie Marsan, spécialiste en passation de marchés publics, plusieurs mesures restent à prendre pour mieux avancer dans cette logique. Pour accélérer la création d'emplois et la croissance économique, le pays doit privilégier de fait les MPME dans l'accès à la commande publique. Me Marsan, dans le cadre du 12e Sommet international de la Finance, via une présentation méthodique assortie de recommandations spécifiques, s'est adressé directement aux décideurs haïtiens.

Me Marsan a d'abord mis l'accent sur quatre principaux freins ou obstacles auxquels font face les MPME dans le processus de l'accès à la commande



Me Claudie Marsan

Spécialiste en passation de marchés publics

publique en Haïti. La commande publique, a précisé la spécialiste, est constituée des marchés publics et des conventions de concession d'ouvrages de services publics. Les quatre freins selon elle sont les suivants:

Frein 1: Seuil de passation de marchés publics trop élevés entretenant l'opacité des procédures;

Me Marsan a donc plaidé pour une réduction des seuils de marchés publics établis en Haïti à 5 millions de gourdes, depuis le 21 octobre 2012. En comparaison avec le seuil appliqué à la Jamaïque, celui d'Haïti est plus de 3 fois supérieur. Le seuil de marché public à la Jamaïque est de \$ 13 560 US, soit l'équivalent en gourde de 1.5 millions. «Quand nous savons que les entreprises haïtiennes sont en moyenne plus petites que celles de la Jamaïque, ce seuil est pratiquement inaccessible aux MPME haïtiennes», a-t-elle argumenté.

Frein 2: Lourdeur des procédures et des conditions de participation aux appels à une commande publique;

Selon Claudie Marsan, la commande publique est synonyme de complexité et d'entraves pour les MPME qui souvent ne connaissent pas les rouages administratifs. Les MPME ne connaissent pas les procédures légales de passation de marché public. Cette complexité administrative et légale décourage les MPME à se candidater pour obtenir une commande publique.

Frein 3: Ineffectivité et inefficacité des recours dans les marchés publics;

S'agissant de cet aspect, Me Marsan a particulièrement pointé la faiblesse et les limites du champ d'intervention du Comité de Règlement de Différends (CRD). En effet, selon elle, le rôle du CRD est strictement limité à la médiation dans le cadre des contestations relatives à l'exécution de marchés publics. Si le CRD peut prendre une décision motivée susceptible de recours par devant la Cour des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA), il est difficile que cette décision soit assortie d'un jugement. Les décisions du CRD sont utiles et effectives uniquement dans le cas où les différentes parties veulent rencontrer des solutions à l'amiable, non pas des décisions de justice.

Frein 4: Non-respect de délai de paiement par les acheteurs publics.

Selon Me Marsan, la non-réglementation des modalités de paiements dans les documents de marché public est préjudiciable à toutes les entreprises particulièrement aux MPME. Les acheteurs publics ont souvent tendance à ne pas respecter les délais de début de paiement et n'arrivent pas à payer les entreprises à temps sans risquer des intérêts moratoires.

Des mesures urgentes, selon l'avocate au Barreau de Port-au-Prince, doivent être prises pour remédier à ces quatre principaux freins. Parmi les recommandations de Me Marsan pour faciliter l'accès aux MPME à la commande publique en Haïti:

• **Pour mitiger le frein 1, il faut:**

- Abaisser immédiatement le seuil de passation de marchés publics que l'on pourrait aligner au même niveau de celui de la Jamaïque;
- Combattre l'opacité dans le processus de passation de marchés publics afin que la Commission Nationale des Marchés Publics (CNMP) puisse contraindre les commandeurs à être transparents à toutes les étapes;
- Publication systématique des plans de passation de marchés publics;
- Publication des avis généraux de marchés;
- Publication des avis spécifiques des appels d'offre;
- Publication des avis d'attribution définitive ou d'annulation de marchés.
- Alimenter la liste noire (sur le site de la CNMP) des contrevenants qu'elle sanctionne c'est-à-dire des agents des autorités contractantes, des soumissionnaires, des titulaires de marché conformément aux dispositions des articles 91 à 94 de la loi du 10 juin 2009;
- Mieux impliquer la société civile qui doit jouer un véritable rôle de contre-pouvoir.

• **Pour mitiger le frein 2, il faut:**

- Former solidement les jeunes entrepreneurs en investissant dans la formation professionnelle. Me Marsan a souligné qu'une préférence peut être développée pour les entrepreneurs de 15 à 30 ans;
- Apport du Centre de Facilitation des Investissements (CFI), de la CNMP et de l'Unité de Lutte contre la Corruption (ULCC) dans la formation des jeunes entrepreneurs;
- Développer un programme de renforcement d'accès au crédit pour les PME dans l'objectif de faciliter leur croissance et leur participation aux commandes publiques;
- Alléger les formalités de participation aux appels d'offre en se concentrant sur la comparaison des offres;
- Prendre des mesures pour appliquer les dispositions des articles 24 et 56 de la loi du 10 juin 2009 qui donnent une préférence aux MPME;
- Exiger la sous-traitance pour faciliter aux petites entreprises de se positionner;
- Exiger la concurrence;
- Exiger le groupement ou la mutualisation des MPME pour qu'elles puissent développer plus de capacités techniques;
- Recourir à d'autres outils comme le Small Business Act de l'administration des Etats-Unis sur l'aide aux MPME;
- Exiger un quota d'au moins 30% des commandes publiques au bénéfice des MPME;
- Soulager les MPME quant aux coûts d'investissement pour participer aux appels d'offre.

• **Pour mitiger le frein 3, il faut:**

- Reformuler les procédures administratives de marchés publics;
- Introduire l'arbitrage dans les marchés publics pour une résolution définitive des contentieux;

• **Pour mitiger le frein 4, il faut:**

- Réglementer les procédures de paiement dans le cadre de la commande publique, en fixant le délai de paiement et le point de départ de ce délai;
- Introduction de la facturation électronique dans la commande publique en Haïti. Cela permettrait de constater clairement la date à courir des délais de paiement;
- Respecter les obligations faites aux acheteurs publics de payer les intérêts moratoires (art. 86 de la loi du 10 juin 2009);
- Augmenter les taux des intérêts des moratoires à au moins 5% pour inciter les acheteurs publics à les respecter.

La spécialiste des activités de commande publique en Haïti a conclu que le développement du pays passera nécessairement par celui des MPME et, l'accès aux commandes publiques aux MPME, est d'une importance colossale. Il faut, selon elle, non seulement adopter des lois favorisant les MPME mais aussi prendre des mesures concrètes pour faire respecter et appliquer les lois tant au niveau des acheteurs publics qu'au niveau des bénéficiaires des commandes publiques. La transparence et la préférence pour des entreprises haïtiennes sont, selon elle, deux principes fondamentaux pour faciliter l'accès aux MPME aux commandes publiques afin qu'elles puissent aider davantage au développement du pays.

Les flux de transferts de la diaspora insuffisants pour financer les MPMEs



Photo crédit: Group Croissance

Pierre Marie Boisson, économiste en chef de la Sogebank et Bénédicte Paul, chercheur à l'université Quisqueya (UNIQ), ont animé le panel sur les transferts et le financement des MPME à la 12^e édition du Sommet international de la Finance organisé par le Group Croissance de concert avec le Groupe ProFin et la Banque de la République d'Haïti (BRH). Plusieurs thématiques portant sur les liens entre les transferts sans contrepartie de la diaspora haïtienne et le développement des Micro Petites et Moyennes entreprises (MPME) ont été débattues.



Pierre Marie Boisson

Spécialiste en passation de marchés publics

Pierre Marie Boisson a d'abord présenté les résultats des recherches effectuées au sein de la Sogesol avec d'autres institutions de microfinance (IMF) en

Amérique latine sur la viabilité d'utiliser les transferts comme source de financement des PME. Après 3 ans de recherche, révèle M. Boisson, il s'est rendu compte qu'il est illusoire de vouloir financer les MPME via les transferts dans des pays à revenu très faible comme Haïti. Selon le fondateur de la Sogesol, la clientèle bénéficiaire des transferts dans ces pays-là est différente de la clientèle entrepreneuriale. En effet, comme en témoigne le cas haïtien, seulement 4% des transferts sont destinés aux MPME.

S'il est difficile de financer directement les MPME via les transferts de la diaspora, M. Boisson a pourtant illustré un processus à partir duquel les transferts servent au financement des MPME et de l'économie. En effet, les transferts majoritairement effectués vers Haïti sont destinés à la consommation chez des MPME, faisant partie de la clientèle du système bancaire. Une fois l'argent atterri dans le système bancaire, il renchérit les ressources prêtables des banques qui peuvent à leur tour financer les MPME.

Si l'équation paraît simple, dans le cas de l'économie haïtienne, qui est faible et très volatile d'un point de vue monétaire, le processus n'est pas si linéaire. En effet, l'économie étant composée d'agents rationnels, face aux risques auxquels fait face le pays, M. Boisson a évoqué les raisons à la base de la faiblesse au niveau de l'offre et de la demande du crédit en monnaie forte (dollar). En ce sens, ce processus,

après avoir renchéri les ressources prêtables du système bancaire, peut amener finalement à une situation de surliquidité plutôt qu'à l'octroi de crédits. M. Boisson a souligné que c'est pourquoi la plus grosse partie des dépôts en dollars des banques commerciales se situent à l'étranger à part celles investies dans les réserves obligatoires. Si les transferts s'accroissent depuis ces vingt dernières années dans l'économie haïtienne, cela n'aide pas trop l'octroi de crédit à cause des problèmes structurels de l'économie.

Grâce au caractère non simultané des flux dépôts et des retraits, dans le cas où les transferts passent par l'intermédiaire du système bancaire, et la loi des grands nombres (plusieurs haïtien en reçoivent), ces flux financent une bonne partie des ressources prêtables des banques. Celles-ci à leur tour ont pu quand même financer quelques MPME. Toutefois, selon lui, il est difficile de penser à contraindre, inciter ou convaincre les bénéficiaires des transferts d'épargner leur argent pour ensuite financer les MPME.



Bénédict Paul

Chercheur à l'université Quisqueya (UNIQ)

De son côté, Bénédict Paul a eu un argument un peu plus optimiste quoiqu'il reconnaisse les limites du processus de transfert et de financement des MPME. M. Paul a en effet soutenu que les entreprises susceptibles de provoquer un effet d'entraînement ne sont pas celles agissant comme des intermédiaires de transferts. S'il est vrai qu'aujourd'hui les banques sont devenues des intermédiaires, la majorité des transferts transitent vers des entreprises qui les remettent en cash. Il a aussi

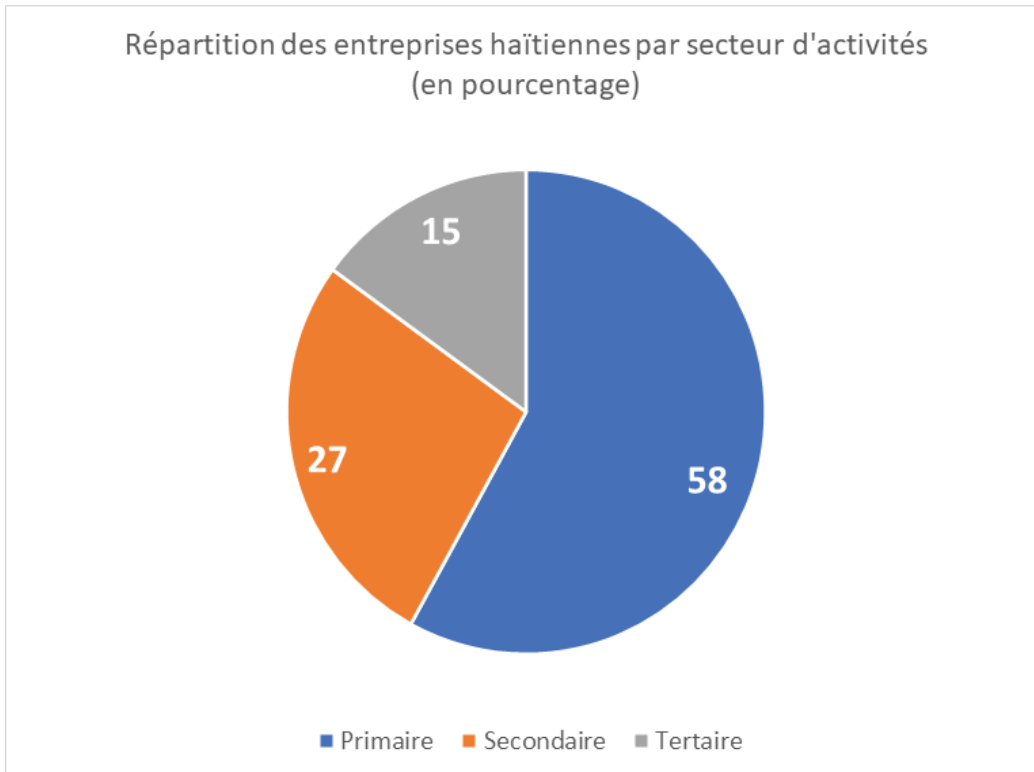
indiqué que c'est le migrant ou le bénéficiaire qui prend les initiatives du transfert. Ce dernier le fait généralement à des fins de consommation alimentaire, sanitaire ou éducative. Dans ces situations, il est difficile que les transferts soient épargnés ou investis dans l'économie haïtienne.

Sur la base de recherches effectuées, Bénédict Paul a avancé que la production constitue la principale porte d'entrée des transferts dans le financement des MPME ou de l'économie. Il a pris l'exemple concret de l'agriculture pour illustrer son argument. Selon lui, bien qu'il soit difficile de constater des cas où les transferts financent directement l'agriculture, ces cas existent et fournissent des opportunités de réflexion pour les décideurs. Il a présenté les résultats d'une étude qu'il a réalisée en 2020/2021 sur un échantillon de 1393 ménages agricoles dont 35.8% utilisent les transferts pour investir dans leurs fermes. M. Paul a souligné que ce sont les agriculteurs eux-mêmes qui sont les principaux bailleurs de fonds de l'agriculture dans le pays, les risques qu'ils prennent sont à considérer.

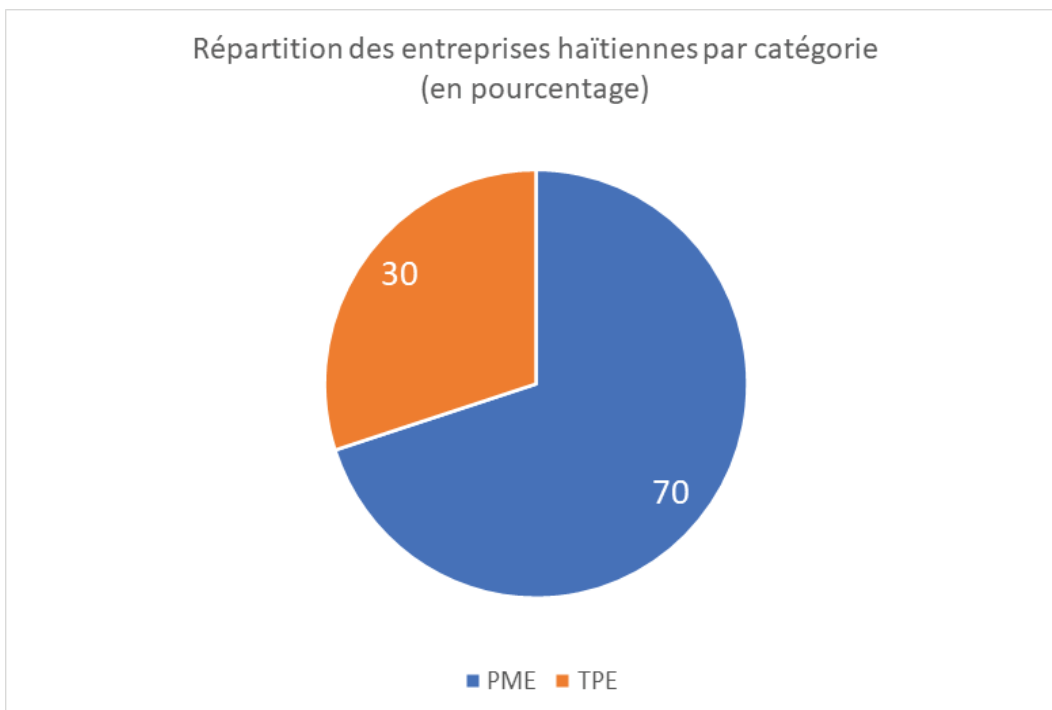
Répondant aux questions de l'économiste Joseph Harold Pierre sur le rôle du système bancaire dans le financement des MPME dans le pays, M. Boisson a soutenu que le système bancaire/financier tant bien que mal finance les MPME. Il a donné l'exemple particulier de la Sogesol dont 23% de son portefeuille est dans l'agriculture marchande. M. Paul, de son côté, pense que davantage d'efforts doivent être faits et qu'il y a des opportunités pour le système bancaire dans l'agriculture (PME).

M. Paul a aussi soutenu l'idée que la BRH devrait être l'institution haïtienne la plus crédible pour convaincre la diaspora haïtienne d'investir dans le pays. Il existe cependant, selon lui, des points creux qui ne parlent pas en faveur de la BRH. La question du \$ 1.50 en est le principal. En somme, les panélistes ont tous les deux reconnus que les transferts actuels financent indirectement les MPME en Haïti. Ils avancent que des efforts pour minimiser les obstacles structurels de l'économie et pour diminuer la volatilité de la gourde sont nécessaires pour avancer dans un nouveau sentier où les transferts peuvent davantage financer les MPME.

Notes Infographiques

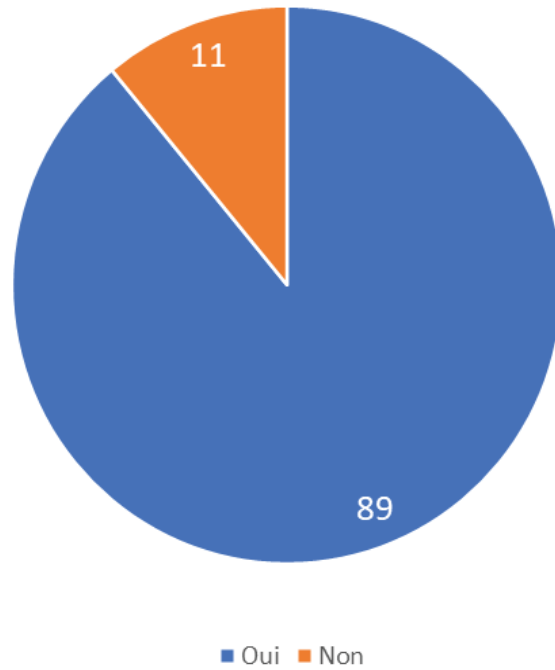


Source: AGERCA, Rapport d'Etudes 2021



Source AGERCA, Rapport d'Etudes 2021

Répartition des entreprises haïtiennes selon qu'elles ont été touchées ou non par la crise sanitaire en septembre 2020



Source: AGERCA, Rapport d'Etudes 2021

Un nouveau Conseil pour l'ADIH

L'Association des Industries d'Haïti (ADIH) a, dans une note d'information, communiqué la formation d'un nouveau conseil d'administration appelé à présider le destin de l'association patronale, à la suite des élections tenues lors de l'assemblée générale ordinaire le 2 juin 2022. Ce nouveau conseil d'administration a un mandat de deux ans (2022-2024) et est ainsi constitué: Wilhem LEMKE, Président; Clifford APPAID (textile), Maulik RADIA (production nationale) et Dr. Georges CASSIS (agro-industrie), Vice-présidents; John BATRONI, Trésorier; Nathalie HERMANTIN, Secrétaire; Tom ADAMSON, Carine BELLEFLEUR, David COLES, Stephan DEJOIE, Maud LOUIS JEAN, Mikaelle WILLIAM et Georges B. SASSINE, Conseillers.

Légère baisse des prix alimentaires mondiaux

Les prix des denrées alimentaires dans le monde ont baissé légèrement en mai pour le deuxième mois consécutif, après avoir atteint un niveau record en mars, bien que les prix du blé, du riz et de la chair de volaille aient vu leurs coûts augmenter, a indiqué, le 3 juin 2022, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui suit les produits alimentaires les plus échangés au niveau mondial, s'est ainsi établi à une moyenne de 157,4 points en mai 2022, soit un recul 0,6 pour cent par rapport à avril. Malgré la baisse mensuelle, l'indice de mai était encore supérieur de 22,8% à celui de l'année précédente, poussé à la hausse en partie par les inquiétudes concernant l'impact de l'invasion russe en Ukraine. Alors que les indices des prix des produits laitiers, du sucre et des huiles végétales ont tous chuté le mois dernier, ceux de la viande et des céréales ont en effet augmenté pour atteindre respectivement un niveau historique et une hausse de 2,2%.

L'invasion russe en Ukraine impacte l'économie haïtienne

Subventionnée sans effets positifs sur la croissance par un gouvernement en manque de légitimité, minée par la criminalité des gangs, l'économie

haïtienne se trouve aujourd'hui au bord de l'implosion face aux effets de la guerre en Ukraine. Alors que les ménages haïtiens consacrent 60% de leurs revenus à l'alimentation, selon l'Institut haïtien de statistiques et d'informatique (IHSI), l'insécurité alimentaire touchait déjà 4,5 millions d'habitants du pays, avant le déclenchement de la guerre en Europe, rapporte France 24.

Infrastructures: don de 131 millions de dollars de la Banque mondiale à Haïti

La Banque mondiale a approuvé, le jeudi 26 mai 2022, un don de 120 millions de dollars américains pour le Projet de connectivité résiliente et d'accessibilité du transport urbain en Haïti, rapporte un communiqué de l'Institution de Bretton Woods. Le Conseil, selon le communiqué, a également approuvé un financement supplémentaire de 11 millions de dollars américains pour le Projet de gestion des risques et de résilience aux aléas climatiques. «Le projet d'infrastructure améliorera la connectivité rurale dans la péninsule sud et améliorera la mobilité urbaine résiliente au climat au Cap-Haïtien, tout en renforçant la capacité institutionnelle dans le secteur du transport urbain. Le projet de gestion des risques de catastrophe augmentera la capacité d'intervention d'urgence et d'évacuation de certaines municipalités dans des zones à haut risque climatique», explique la Banque mondiale dans le communiqué.

Des associations vent debout contre le décret budgétaire

Des associations patronales et des chambres de commerce ont adressé une correspondance au ministre de l'Économie et des Finances, Michel Patrick Boivert, demandant la mise en veilleuse du décret budgétaire publié le 16 mai 2022. «Les associations patronales et chambres de commerce sous-signées demandent une mise en veilleuse du décret publié le 16 mai 2022 relatif au budget, et sollicitent une rencontre dans les plus brefs délais avec le gouvernement pour débattre du sujet», peut-on lire dans cette lettre datée du 25 mai 2022.

Les femmes dans le secteur minier en Tanzanie

En Tanzanie, pays listé dans le top 5 des producteurs d'or sur le continent africain, l'implication des femmes se fait très remarquer dans ce secteur d'activité. Les femmes représenteraient environ 25 % des travailleurs dans le secteur minier en Tanzanie. Cependant, elles ne profitent pas à part égale des activités minières. Les hommes font plus de profit qu'elles. Et pour pallier les difficultés et imposer leur voix, elles s'organisent sur le terrain dans la région du nord-ouest, à Geita.

Fin du financement des projets d'énergies fossiles d'ici fin 2022

Les États du G7 ont annoncé leur intention de suspendre le financement à l'étranger de projets d'énergies fossiles sans technique de capture du carbone d'ici fin 2022, grâce à un revirement du Japon, dernier pays du groupe qui refusait de s'engager. «Nous nous engageons à mettre fin, d'ici fin 2022, à toute nouvelle aide publique directe à l'international en faveur du secteur de l'énergie fossile sans technique de capture de carbone», ont-ils annoncé dans une déclaration conjointe à l'issue d'une réunion des ministres du Climat et de l'Énergie.

Possible augmentation des exportations russes de céréales

La Russie viserait 50 millions de tonnes de céréales exportées dans la saison à venir, en forte hausse par rapport à l'exercice en cours, sur fond de risque une crise alimentaire du fait de l'offensive russe contre l'Ukraine. Les exportations russes de céréales sont actuellement freinées par les sanctions qui frappent la chaîne logistique et le secteur financier, tandis que celles de la puissance agricole qu'est l'Ukraine sont paralysées par l'assaut de l'armée russe. «En cette saison (2021-2022), nous avons déjà exporté 35 millions de tonnes de céréales, dont 28,5 de blé et d'ici la fin de l'année agricole (le 30 juin, nldr) nous visons 37 millions de tonnes de céréales exportées», a fait savoir le ministre de l'Agriculture, Dmitri Patrouchev, lors d'un forum des exportateurs du secteur. «Et la saison à venir (débutant le 1er juillet 2022), nous estimons notre potentiel d'exportation à 50 millions de tonnes», a-t-il ajouté. La

Russie estime que la récolte 2022 sera de 130 millions de tonnes, contre 121,4 l'an passé. La Russie et l'Ukraine sont des puissances agricoles de premier plan, leur blé, maïs et tournesols notamment alimentant le marché mondial.

L'économie chinoise au bord du gouffre

En Chine, 100 000 fonctionnaires sont mobilisés pour stabiliser la deuxième économie du monde, très fortement affectée par la crise sanitaire, crise immobilière et les conséquences de la guerre en Ukraine. La situation est pire qu'au début de la pandémie, a reconnu, le mercredi 25 mai dernier, le Premier ministre Li Keqiang, lors d'une visioconférence avec des responsables de toutes les provinces chinoises.

La Malaisie face à une pénurie de poulet et une flambée des prix

La Malaisie a annoncé la suspension des exportations de poulet pour lutter contre une pénurie sur son marché national et une flambée des prix. Cette décision inquiète notamment le voisin singapourien, dont plus d'un tiers de l'approvisionnement en poulet vient de Malaisie. La Malaisie est le troisième plus gros consommateur de poulet après Israël et les États-Unis. En somme, 3,6 millions de poulets usuellement réservés à l'exportation ne quitteront pas le sol malaisien «jusqu'à ce que les prix de l'offre se stabilisent», a déclaré le Premier Ministre Sabri Saakob.

Des stars du sport utilisent les crypto monnaies

Les cryptomonnaies, bien que volatiles et malgré les réticences des grandes institutions financières, gagnent du terrain. Les entreprises de blockchain investissent le forum économique de Davos. Et puis, il y a de nouveaux phénomènes comme les NFT (jeton non fongible), ces objets numériques virtuels et certifiés qui ont, eux aussi, une valeur. Ils suscitent un fort engouement dans les domaines de l'art et du sport, du football en particulier. L'attaquant du Real Madrid Karim Benzema, celui de Liverpool Mohamed Salah, Lionel Messi, Serena Williams, LeBron James et bien d'autres se lancent sur ce marché qui compte en milliards de dollars.

Retrouvez toutes les éditions de
DevHaiti sur
www.ahjedd.org
www.papyrushaiti.com
www.grouppcroissancehaiti.com

Une production:



Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.